

[Text]

Mr. Kaplan: Nobody is satisfied with the crime rate, even if it is less than you believe. The question is: What do we do to lower the crime rate further?

The traditional solution we have had in this country for fighting crime has been getting more policing, building more jails and prisons, appointing more judges and so on. The police, traditionally, have tended to rate their success by their clearance rate. Clearance rate means how many reported crimes they solve.

Crime prevention is a different approach. It does not affect the clearance rate, because what you are getting at is preventing crimes from happening in the first place.

So my ministry and I have put forward, as an initiative, a way of fighting crime that is non-traditional in the terms I have just given but that we, in the last seven years—before my time, during Mr. Lawrence's time as well—have been testing. We have found you can cut the burglary rate to half in a community by following certain very simple and common-sense programs, provided you can get a community to become interested in it and to sustain it.

Here is a practical example. A fence will not accept a television set that has an identification number on it, because he cannot sell it. So if you get people in a community to put serial numbers and identification on all their television sets and other targeted consumer products, then . . .

Mr. Speyer: On a point of order, Mr. Chairman, I have great respect for my colleague and like him very much; but this is the security service here today, and a lot of us have questions we want to pose. But, really, this very important topic Mr. MacLellan is bringing up has absolutely nothing to do with what we are here today to discuss.

We are going to have the RCMP back on Thursday, and I was hoping we might get to the security service, the McDonald Commission and pertinent matters, as agreed.

Mr. Kaplan: I understood the estimates of the secretariat were included also, and half a million dollars in our budget is going to crime prevention.

Mr. Speyer: Am I inaccurate in my assessment of what we agreed on?

The Vice-Chairman: The chairman is always in a very awkward situation in trying to implement strictly the rule of relevancy. I will give Mr. MacLellan one more question on the subject he has been discussing.

[Translation]

M. Kaplan: Le taux de criminalité ne satisfait jamais personne, même s'il y a moins de crime qu'on serait tenté de le croire. Ma question est dès lors que faisons-nous pour réduire encore davantage le taux de criminalité?

De tout temps, nous avons eu pour politique au Canada, de lutter contre le crime, en étoffant les corps policiers, en construisant davantage de prisons, et en nommant davantage de juges. La police a toujours eu tendance à mesurer son taux de réussite, d'après le nombre d'affaires que le criminel a pu élucider.

La prévention est tout à fait différente. La prévention n'a rien à voir avec le nombre d'affaires criminelles élucidées par la police, parce qu'il s'agit précisément d'empêcher les crimes de se produire.

Mon ministère et moi-même avons donc pris l'initiative de proposer une méthode de lutte contre le crime qui n'est pas classique selon l'acception que je viens de vous donner, mais qui a fait ses preuves depuis sept ans, bien avant que j'assume ce portefeuille, déjà à l'époque où c'était M. Lawrence qui en était responsable. Nous avons découvert qu'il était possible de réduire de moitié le nombre de cambriolages grâce à des programmes très simples et très logiques, à condition toutefois que la collectivité s'y intéresse et manifeste son appui.

Je vais vous donner un exemple pratique: aucun recelleur n'acceptera un récepteur de télévision sur lequel est gravé un numéro d'identification, parce qu'il est tout bonnement impossible à revendre. Il s'agit dès lors d'encourager les gens à graver un numéro d'identification sur tous leurs récepteurs de télévision et sur tous les autres articles ménagers qui sont la cible des cambrioleurs; à ce moment-là, . . .

M. Speyer: Un rappel au Règlement, monsieur le président. Loin de moi l'idée de vouloir manquer de respect à mon collègue, au contraire, je l'aime énormément, mais nous entendons aujourd'hui les services de sécurité, et nous avons pour la plupart des questions à poser à ce sujet. En revanche, le sujet quoique très important que M. MacLellan évoquait il y a quelques instants, n'a absolument rien à voir avec l'objet de notre réunion d'aujourd'hui.

Nous allons entendre les représentants de la GRC une fois encore jeudi, et j'aurais espéré pouvoir parler de la question des services de sécurité, pouvoir parler de la Commission McDonald et de tout ce qui gravite autour de ce domaine, comme cela avait été convenu.

M. Kaplan: Il me semble que le budget du Secrétariat est également à l'étude, et je signalerais que dans notre budget, un demi million de dollars sont consacrés à la prévention du crime.

M. Speyer: Avais-je tort de signaler la chose, monsieur le président?

Le vice-président: Le président est toujours assez mal placé lorsqu'il s'agit d'appliquer à la lettre la règle qui veut que nous devons nous en tenir au sujet à l'étude. Je vais toutefois permettre à M. MacLellan de poser une autre question dans le même ordre d'idées.